

« Que l'on soit pour ou contre, la géo-ingénierie solaire doit être encadrée par des règles de gouvernance »

Potentielle option d'urgence pour contrer l'emballlement du réchauffement climatique, la modification du rayonnement solaire ne doit pas être discutée en catimini mais doit faire l'objet d'un débat public transparent, juge, dans une tribune au « Monde », Janos Pasztor, directeur exécutif de la Carnegie Climate Governance Initiative.

Par **Janos Pasztor** (directeur exécutif de la Carnegie Climate Governance Initiative)

Mis à jour le 21.07.2023 à 17h07

Parler aux diplomates des risques du changement climatique n'est pas nouveau pour moi. J'ai passé des décennies à l'Organisation des nations unies (ONU) à faire cela. Jamais, cependant, je n'ai rencontré le niveau d'inquiétude que j'entends maintenant dans les voix des hauts représentants gouvernementaux de plus de 60 pays que mes collègues et moi avons rencontrés au cours des sept dernières années pour discuter des lacunes en matière de gouvernance des nouvelles techniques qui pourraient modifier le climat.

Pourquoi l'évoquer maintenant, et pourquoi une telle inquiétude ? [Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat \(GIEC\)](#), il est probable que le monde dépassera temporairement l'objectif de température de l'Accord de Paris de 1,5 °C, même dans le cadre des trajectoires les plus ambitieuses de réduction des émissions. De plus, quelle que soit l'augmentation de température donnée, les impacts seront plus importants que prévu - ce qui nous amène vers des climats que l'humanité n'a jamais connus auparavant.

La modification du rayonnement solaire (MRS ou géo-ingénierie solaire) pourrait être une option d'urgence potentielle pour faire face temporairement aux risques de dépassement. L'approche la plus étudiée - et la plus controversée - consisterait à pulvériser des aérosols dans la stratosphère pour réfléchir la lumière du soleil loin de la Terre, refroidissant ainsi rapidement la

planète. Si elle était développée et déployée, elle affecterait tous les pays du monde, mais pas tous de la même manière. Il faut toutefois noter qu'elle ne remplacerait pas la réduction urgente des émissions, l'élimination du carbone de l'atmosphère et le renforcement de l'adaptation.

Cependant, tout comme une planète surchauffée présente des risques sérieux, il en va de même pour la MRS. Ces risques seraient différents et comprendraient par exemple des dommages potentiels à la couche d'ozone ou une perte de biodiversité si la MRS était brusquement interrompue. Son déploiement poserait également des problèmes éthiques et des risques de sécurité géopolitique, mais différents de ceux résultant des impacts d'une planète en surchauffe.

Il n'existe actuellement aucune gouvernance formelle, robuste et complète pour la recherche, les tests ou la décision de déployer ou non la MRS. [Toujours selon le GIEC](#), il s'agit d'un risque en soi. Certains gouvernements se penchent actuellement sur ces questions. J'ai récemment eu l'occasion d'aborder les risques du manque de gouvernance pour la MRS avec, entre autres, des représentants à l'ONU des pays du Sud. La Commission européenne (CE), [dans un rapport du 28 juin](#) sur le changement climatique et la sécurité, a déclaré qu'elle « soutiendra les efforts internationaux pour évaluer de manière exhaustive les risques et les incertitudes de la MRS et encouragera les discussions potentiel pour sa gouvernance ». Comme l'a dit le vice-président de la CE, [Frans Timmermans](#), mentionnant [l'ONU comme lieu potentiel](#), « cela devrait être discuté dans le forum approprié, au plus haut niveau international ».

Le 30 juin, [la Maison Blanche a publié un rapport](#), à la demande du Congrès américain, sur un programme de recherche sur la MRS. Ce texte appelait à la coopération internationale et soulignait l'importance de la transparence, essentielle pour instaurer la confiance avec le public et les autres pays. Les organisations intergouvernementales s'engagent également. Le Programme des nations Unies pour l'environnement, par exemple, a récemment publié le [rapport d'un groupe d'experts](#) traitant de la MRS.

Comme le reconnaissent toutes ces contributions, notre compréhension de la MRS est insuffisante à ce stade pour prendre des décisions fondées sur des preuves quant à son utilisation ou non. Mais nous ne pouvons pas fermer les yeux et souhaiter que ce problème disparaisse. Ce ne sera pas le cas. Compte tenu des plans actuels de lutte contre le changement climatique, l'intérêt pour la MRS continuera de croître, à mesure que le climat [se rapprochera d'une augmentation de 2,8 °C](#) d'ici la fin du siècle. Comme pour l'intelligence artificielle, nous sommes à l'aube d'une nouvelle ère dans laquelle nous ne

pouvons pas prévoir où les technologies émergentes d'aujourd'hui nous mèneront. C'est pourquoi les gouvernements doivent combler de toute urgence quatre lacunes en matière de gouvernance.

Premièrement, ils doivent considérer - ou décider de ne pas considérer - le rôle éventuel de la MRS dans la gestion des risques de dépassement des objectifs climatiques. Ils doivent également s'efforcer de combler l'écart entre ce qu'ils disent en privé et ce qu'ils disent publiquement. Je note que les fonctionnaires commencent à comprendre les défis et les choix profonds auxquels ils sont confrontés. Cependant, l'admettre publiquement en ce moment est quelque chose que peu, voire aucun, n'envisage, y compris par crainte de réduire la volonté politique nécessaire pour respecter les engagements de l'Accord de Paris. Deuxièmement, ils doivent aborder ces questions au sein de l'ONU, séquencer leurs actions et s'appuyer sur le travail déjà commencé.

Troisièmement, ils doivent continuer à s'informer sur la MRS et tenir à ce sujet des discussions transparentes avec le public, aux niveaux national et international sur les risques, les bénéfices et les compromis que celle-ci implique, sans préjudice des résultats.

Quatrièmement, ils devraient permettre aux différentes parties prenantes, telles que les organisations de la société civile, de participer efficacement aux délibérations sur la MRS, car ce sont elles qui plaideront pour ou contre des solutions spécifiques et qui rendront les gouvernements responsables. Cela inclut les jeunes, car c'est leur avenir qui sera façonné par toute décision de déployer ou de refuser de déployer la MRS. Que l'on soit pour, contre ou incertain de la MRS, une chose est claire : cette éventualité doit être encadrée par des règles de gouvernance. Le moment est venu. En septembre, quand les gouvernements se réuniront à l'Assemblée générale de l'ONU, ils auront l'occasion de faire preuve de leadership collectif sur cette question aux conséquences mondiales.

Janos Pasztor est directeur exécutif de la [Carnegie Climate Governance Initiative](#) et ancien sous-secrétaire général de l'ONU pour les changements climatiques.